

NEWSLETTER A DESTINATION DES ELUS

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

Conseil Médical

Formation plénière / restreinte

- Mardi 16 avril
- Mardi 28 mai
- Mardi 2 juillet

Comité Social Territorial

- Vendredi 22 mars

Concours et Examens Professionnels

https://www.cdg87.fr/concours_calendrier_preinscription.php

Retrouvez nous :



Centre
Départemental de
Gestion de
la Haute-
Vienne
CDG 87



cdg87.fr



Mag RH

• FOCUS...

- Le contrat groupe risque statutaire 2025-2028
- La revalorisation du métier de secrétaire de mairie
- L'avancement de grade : fiche procédure
- Le déploiement du guichet unique Visiativ
- L'assouplissement des règles de promotion interne
- GULI : le nouveau simulateur de départ à la retraite de la CNRACL

• LE CDG 87 A VOS CÔTÉS

- L'évolution du service de médecine préventive
- Déclaration d'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (DOETH)
- La nouvelle formation des secrétaires généraux de mairie remplaçants
- Retour sur le réseau des Assistants de prévention : matinée d'information sur les risques d'exposition au radon
- Dossier individuel de l'agent : la liste des documents à transmettre au CDG

• LES CHANTIERS EN COURS

- Le Prev'tour 2024 : ateliers sur le travail en hauteur
- Le réseau des secrétaires généraux de mairie
- La Quinzaine de l'emploi public

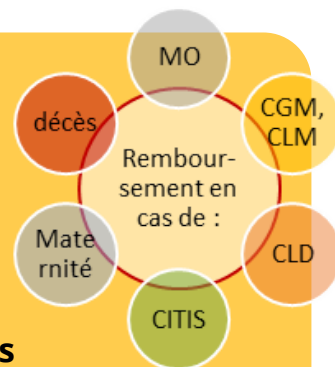
Contrat groupe risque statutaire 2025-2028

Le CDG 87 va prochainement relancer la procédure de contrat groupe d'assurances statutaires.

Différente de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) qui est en direction des agents, l'assurance statutaire permet à l'employeur de se voir rembourser une partie des salaires versés aux agents en arrêt maladie et, notamment, ceux des agents CNRACL.

Vous allez être sollicité(e) pour confirmer, ou non, votre souhait de participer à cette consultation.

Merci par avance de vos retours



REVALORISATION DU MÉTIER DE SECRÉTAIRE DE MAIRIE

Le législateur a adopté une loi, le 30 décembre 2023, visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie. Plusieurs mesures ont été adoptées pour offrir de nouvelles garanties d'évolution du métier, le rendre plus attractif ainsi que pour pallier les difficultés de recrutement, parmi lesquelles :

- Une évolution de la terminologie :

Avec la création de l'article L2122-19-1 du CGCT qui fait évoluer le terme de « secrétaire de mairie » vers celui de « secrétaire général de mairie »

- Des mesures visant à valoriser les agents déjà en poste :
 - Ouverture d'une voie dérogatoire et temporaire de promotion interne hors quotas en catégorie B pour les agents de catégorie C (sur un grade d'avancement)
 - Instauration d'une nouvelle voie de promotion interne spécifique aux secrétaires généraux après formation qualifiante

Ces deux dispositifs seront précisés par décret en Conseil d'Etat.

- Des mesures propres au recrutement de nouveaux agents :
 - Mise en œuvre d'une formation initiale obligatoire, réalisée dans les deux ans suivant la prise de poste.
 - Création d'un nouveau motif de contrat pour occuper de manière permanente les emplois de secrétaire général de mairie des communes de moins de 2000 habitants.
 - A compter du 1er janvier 2028 : le recrutement de secrétaires généraux ne pourra se faire que sur des cadres d'emplois de catégorie B ou A en fonction de la taille de la collectivité.

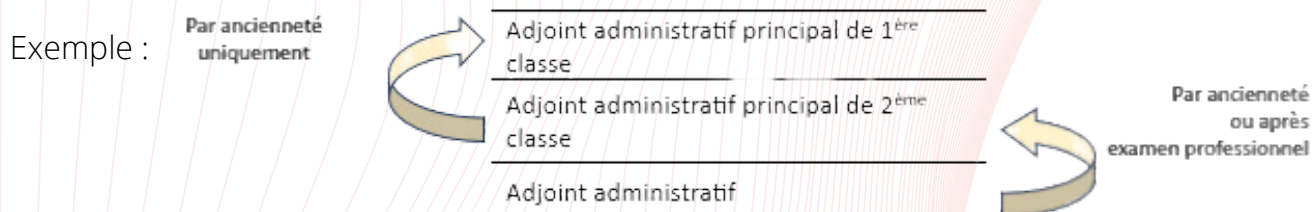
Retrouvez ces mesures détaillées et leur calendrier d'application sur notre site internet rubrique « actualités statutaires » et dans le Mag RH du mois de janvier 2024.

AVANCEMENT DE GRADE : FICHE PROCÉDURE

L'avancement de grade (AVG) permet de progresser au sein de son cadre d'emplois en obtenant le grade immédiatement supérieur à celui détenu. Il est soumis à une condition d'ancienneté qui est différente selon le grade auquel l'agent peut prétendre et à la volonté de l'employeur de le nommer sur un nouveau grade. **L'AVG n'est pas un droit.** Il se fait au choix de l'autorité territoriale en fonction de la valeur professionnelle, des acquis de l'expérience professionnelle de l'agent et de l'adéquation avec les nouvelles missions confiées (changement de poste, nouvelles responsabilités). Les règles de classement et les conditions d'avancement sont précisées dans les statuts particuliers de chaque cadre d'emplois.

L'avancement de grade a lieu suivant l'une des modalités ci-après :

- soit par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, après une sélection par voie d'**examen professionnel**
- soit au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi par **appréciation de la valeur professionnelle** et des acquis de l'expérience professionnelle des agents :



LES DIFFERENTES ETAPES A RESPECTER :

- S'assurer que l'agent remplit bien les conditions d'avancement telles que précisées dans le cadre d'emplois
- S'assurer de l'établissement de l'arrêté signé par l'autorité territoriale fixant les lignes directrices de gestion (LDG)
- Déterminer le taux de promotion fixé par l'organe délibérant après avis du CST
- Inscrire le ou les fonctionnaires sur le tableau annuel d'avancement de grade, par ordre préférentiel du mérite et/ ou en fonction des critères retenus dans les LDG,
- Créer l'emploi d'avancement par l'organe délibérant et le déclarer vacant s'il s'agit d'un grade également accessible par concours
- (Après la nomination, si nécessaire : suppression de l'emploi antérieur après avis du CST)

LES LIMITES DE CREATION DE CERTAINS GRADES :

Il s'agit notamment des conditions de seuil démographique ou autres critères tels que le type d'établissement, la taille du service ou le respect d'obligations de formations.

Sont concernés les cadres d'emplois suivants : administrateurs, attachés, ingénieurs en chef, ingénieurs, conseillers des activités physiques et sportives, directeurs d'établissement artistique, conservateurs des bibliothèques, ainsi que les grades du cadre d'emplois de la filière police municipale.

Exemples :

- la nomination sur le grade d'attaché principal ne peut se faire que dans les communes de plus de 2000 habitants ;
- la nomination sur le grade d'ingénieur hors classe ne peut se faire que dans les communes de plus de 10 000 habitants.

LES CONDITIONS DE FORMATION OBLIGATOIRE :

Pour l'accès à certains grades d'avancement, l'inscription sur le tableau d'avancement ne peut intervenir qu'au vu d'une attestation établie par le Président du CNFPT attestant que les obligations de formations prévues par les statuts particuliers du cadre d'emplois ont été respectées (avancements de grades de la filière police municipale).

L'EDITION DE L'ARRETE INDIVIDUEL :

Aucun arrêté ne peut être établi si les formalités préalables, décrites ci-dessus, ne sont pas remplies.

Le service « Gestions des Carrières » éditera pour votre compte, l'(es) arrêté(s) d'avancement de grade, sur demande de votre part. Il conviendra de transmettre par mail, votre délibération ainsi que vos tableaux d'avancement, accompagnés, le cas échéant, de l'attestation de réussite à l'examen professionnel.



RAPPEL :

Un seul tableau par année et par grade d'avancement par collectivité.

**Pôle Juridique et Statutaire-
Service Gestion des Carrières**

☎ 05.55.30.08.45/55

DÉPLOIEMENT DU GUICHET UNIQUE VISIATIV



En 2024, le Pôle juridique et statutaire revient vers vous pour le déploiement du **Guichet unique Visiativ** !

Cette plateforme sécurisée permettra de faciliter la transmission des actes individuels des agents au service « Gestion des carrières » du CDG.

Chaque collectivité disposera des codes de connexion pour accéder à son espace personnel. Des réunions d'information seront organisées pour faciliter la présentation et la mise en place du guichet unique.

**Pôle Juridique et Statutaire-
Service Juridique**

☎ 05.55.30.08.50

L'ASSOUPLISSEMENT DES RÈGLES DE PROMOTION INTERNE



En vue de faciliter la promotion interne des agents territoriaux et de simplifier la gestion des ressources humaines par les employeurs, le décret n° 2023-1272 du 26 décembre 2023 a assoupli, à compter du 1er janvier 2024, le mécanisme actuel de la promotion interne. Les évolutions sont les suivantes :

Le décret modifie la règle des quotas de « 1 poste pour 3 recrutements » en « **1 poste pour 2 recrutements** » et inclut dans les types de recrutement déjà existants (mutation, détachement, intégration directe et recrutement après concours), le recrutement dans le cadre d'une titularisation prononcée au titre de l'article L. 352-4 du CGFP (ancien article 38 de la loi du 26 janvier 1984 travailleur en situation de handicap).

Le décret augmente également l'effectif à prendre en compte pour les clauses de sauvegarde de **5 % à 8 %** en y incluant, en plus, des fonctionnaires en activité ou en détachement, les agents contractuels de droit public en CDI (contrat à durée indéterminée). De plus, il réduit de 4 ans à 2 ans, la durée pendant laquelle le nombre de recrutements ouvrant droit à une promotion interne n'a pas été atteint.



A NOTER : les dossiers de candidature des agents seront à retourner au Pôle juridique et statutaire **avant le 30 avril 2024**. Un mail d'information sera envoyé pour vous indiquer la liste des grades ouverts et vous transmettre les dossiers de candidature. Ces éléments seront également mis à votre disposition sur le site internet www.cdg87.fr. Les sessions de promotion interne du CDG 87 se dérouleront pendant les mois de mai et juin.

**Pôle Juridique et Statutaire-
Service Juridique**
☎ 05.55.30.08.50

GULI : LE NOUVEAU SIMULATEUR DE DÉPART À LA RETRAITE DE LA CNRACL

Un nouveau simulateur de retraite CNRACL est mis à votre disposition via PEP'S depuis le 8 janvier 2024, dans la thématique « Droits à pension », en complément de l'actuel service « Estimation de pension CNRACL » qui sera définitivement supprimé fin juin 2024.

Pour vous accompagner dans votre appropriation de ce nouveau service, vous pouvez vous reporter à l'aide mise à votre disposition dans PEP'S (Webinaire, Pas-à-pas, FAQ).

**Pôle Juridique et Statutaire-
Service CNRACL**
☎ 05.55.30.08.42

LE CDG 87 A VOS COTÉS

EVOLUTION DU SERVICE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE

Le service de médecine préventive évolue : le Dr Ariane DESDAMES fait valoir son droit à une cessation progressive d'activité à compter du 1er mars 2024. Afin d'assurer la pérennité du service, le CDG a recruté, depuis début janvier 2024, un 4ème médecin, le Dr Anne ROMERA, qui est actuellement médecin collaborateur, le temps de sa spécialisation en médecine du travail.

Le Dr ROMERA sera amenée, in fine, à prendre le secteur du Dr Ariane DESDAMES. Une période de tuilage sur plusieurs mois est assurée, notamment pour les visites médicales particulières, les visites d'aide et d'accompagnement pendant l'arrêt (pour les arrêts de plus de 3 mois) et le tiers temps médical (visite de locaux et postes de travail, réunions avec les collectivités, conférences, CST...). Elle réalise seule les Visites d'Information et Prévention (VIP), depuis le 12/02/2024.

Elle participera aux futurs ateliers du Pôle Prévention et Santé au Travail, où vous pourrez la rencontrer.

Le Dr DESDAMES continuera d'assurer la chefferie du Pôle Prévention et Santé au travail et le tutorat des professionnels de santé en formation.

Par ailleurs, depuis le recrutement d'une infirmière en santé au travail en janvier 2023, les VIP peuvent être réalisées par celle-ci, sous la responsabilité du médecin référent de la collectivité.

Cependant, le médecin du travail se réserve la possibilité de suivre certains agents en VIP, d'où l'importance pour les services RH de signaler les travailleurs en situation de handicap connu et les agents soumis à des risques professionnels spécifiques (ex : agents des services techniques, agents travaillant en EHPAD) lors des demandes de VIP initiale.

De même, les agents seront reçus par le médecin du travail, une fois sur 2, en VIP.

Vous pouvez contacter le Dr DESDAMES pour de plus amples informations.

Pôle Prévention et Santé au Travail
Tel : 05.55.30.08.584

DÉCLARATION ANNUELLE OBLIGATOIRE ET VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION AU FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE (FIPHFP)



Chaque année, les employeurs publics qui emploient au moins 20 équivalents temps plein (ETP) et ceux ayant reçu une lettre d'appel, doivent effectuer une déclaration auprès du FIPHFP dans le cadre de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH : Déclaration d'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés).

La campagne de déclaration 2024 pour l'année 2023 est ouverte depuis le 1er février et se clôturera au 30 avril 2024.

Nous vous rappelons qu'un interlocuteur privilégié du FIPHFP a été désigné au sein du CDG 87 ; il peut vous apporter tous les renseignements utiles sur la DOETH mais aussi sur les aides existantes. N'hésitez pas à contacter Stéphanie NICAUD au 05.55.30.08.54 ou par courriel :

stephanie.nicaud@cdg87.fr

Pôle Prévention et Santé au Travail
Correspondante FIPHFP
Tel : 05.55.30.08.54

LA NOUVELLE FORMATION DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE MAIRIE REMPLAÇANTS

Une nouvelle session de formation des secrétaires de mairie remplaçants est en cours d'organisation. Elle se tiendra du **8 avril au 15 juin** prochains.

Le recrutement de ces futurs stagiaires se réalise selon plusieurs étapes : après une présentation des fonctions de secrétaire général de mairie et de la formation par le CDG auprès de l'ensemble des postulants, une première sélection est assurée par France Travail selon la méthode MRS (méthode de recrutement par simulation) qui consiste à évaluer les candidats sur leurs connaissances de base et sur leurs capacités à faire face à des situations en rapport avec le quotidien d'un(e) secrétaire général(e) de mairie. Les candidats ayant réussi l'ensemble des tests, passent un entretien au CDG, permettant d'apprécier la motivation et le savoir être de chaque futur stagiaire.

Le CDG sélectionnera **15 personnes** pour cette formation. Celle-ci est composée, en alternance, de 18 jours de théorie et 18 jours de pratique en collectivité.

Pour le stage pratique, nous sollicitons les secrétaires généraux de mairie en poste pour le **tutorat**. Si vous êtes intéressé(e) par la transmission de vos savoirs, n'hésitez pas à contacter le service par téléphone ou par mail : missions.temporaires@cdg87.fr.

Pôle Prestations RH, Emploi et Compétences
Service Missions temporaires
05.55.30.08.44

RETOUR SUR LE RÉSEAU DES ASSISTANTS DE PRÉVENTION : Matinée d'information sur les risques d'exposition au RADON

En janvier 2024, le service Prévention du CDG 87 a sensibilisé 47 assistants de prévention de la Haute-Vienne, sur le risque radon.



Ces rencontres, programmées dans le cadre du réseau des assistants de prévention, ont permis d'aborder la réglementation liée au « radon » pour les Etablissements Recevant du Public (ERP) et pour les locaux de travail.

L'assistante de prévention d'une Communauté de Communes de la Haute-Vienne a pu partager son expérience pour la gestion d'une problématique radon dans un bâtiment intercommunal.



Pour rappel : en fonction de leur zone géographique, les collectivités doivent procéder au mesurage du radon dans certains ERP et dans les locaux de travail.

Le service Prévention du CDG 87 peut vous aider dans cette démarche. Vous trouverez, sur le site internet du CDG, la Minute Prévention sur ce thème.

Pôle Prévention et Santé au Travail
Service prévention des risques professionnels
Tel : 05.55.30.08.69

DOSSIER INDIVIDUEL DE L'AGENT : LA LISTE DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE AU CDG

L'article 40 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié indique que le CDG constitue et tient à jour un dossier individuel par fonctionnaire, y compris les stagiaires, indépendamment du dossier tenu par la collectivité/établissement. Le CDG tient également à jour les dossiers des agents contractuels.

Le dossier comporte une copie des pièces figurant dans le dossier principal de l'intéressé qui retracent sa carrière, notamment :

1. Les décisions de nomination ou de titularisation et/ou les contrats de recrutement, le cas échéant ;
2. Les décisions d'avancement d'échelon et de grade ;
3. Les décisions concernant la mise à disposition, le détachement, la position hors cadre, la disponibilité, la position d'accomplissement du service national, la mise en congé parental, la mise en congé de longue durée ou de longue maladie, l'acceptation de démission, la mise à la retraite ou la radiation des cadres pour quelque motif que ce soit, ainsi que le licenciement pour insuffisance professionnelle ;
4. Les décisions d'affectation ou de mutation ;
5. Les sanctions disciplinaires, autres que celles du premier groupe, ainsi que les avis des organismes siégeant en conseil de discipline ;
6. Les décisions individuelles intervenues en matière de formation ainsi que celles qui se rapportent aux périodes de formation suivies par l'intéressé ;
7. Les décisions relatives au reclassement.

L'autorité territoriale transmet au Centre de Gestion, la copie de chacune de ces décisions, dans un délai de deux mois.

Ainsi, pour un meilleur suivi de la carrière de vos agents, n'oubliez pas de nous transmettre ces documents après signature de l'autorité territoriale et notification à l'agent.

**Pôle Juridique et Statutaire-
Service Gestion des Carrières**
☎ 05.55.30.08.45/55

LES CHANTIERS EN COURS

PREV'TOUR 2024 : ATELIERS ET TEMPS D'ÉCHANGES EN COLLECTIVITÉ SUR LE TRAVAIL EN HAUTEUR



Le Pôle Prévention et Santé au Travail du CDG 87, en partenariat avec la CARSAT, organise cette année, 3 matinées de prévention, toujours sous forme d'ateliers, sur le thème du « Travail en hauteur ».

Afin d'être au plus proche des collectivités, ces matinées sont organisées dans 3 collectivités différentes de la Haute-Vienne, réparties pour couvrir l'ensemble du territoire.

- **SAINT LEONARD DE NOBLAT** - vendredi 22 mars 2024
- **BELLAC** - mardi 26 mars 2024
- **ISLE** - jeudi 28 mars 2024



Ces matinées prévention s'adressent aux agents mais aussi aux élus en charge des périmètres concernés par la réalisation de travaux en hauteur.

Pôle Prévention et Santé au Travail
Service prévention des risques professionnels
Tel : 05.55.30.08.67

LE RÉSEAU DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE MAIRIE :



Dans la continuité du travail de réflexion autour du métier de secrétaire général de mairie mené au cours de l'année 2023, dans un premier temps par le biais d'une enquête régionale puis par des temps d'échanges organisés sous forme d'ateliers, le CDG 87 souhaite poursuivre ces actions d'accompagnement.

Par ailleurs, la loi du 31 décembre 2023 portant sur la revalorisation du métier de secrétaire de mairie, confie aux CDG, la mission obligatoire d'animation du réseau des secrétaires généraux de mairie sur leur territoire.

Les rencontres de novembre et décembre 2023 animées par Eve PAYET, coordinatrice à l'intégration et à la formation des secrétaires de mairie itinérant(e)s, ont permis de matérialiser les besoins et les attentes de ces professionnels à l'échelle départementale. Les secrétaires généraux de mairie seront conviés **à la restitution de ces deux journées d'ateliers** et de la présentation du Réseau, lors d'une **réunion qui se tiendra dans la seconde quinzaine d'avril**.

Un premier café thématique sera proposé au cours du mois de juin pour les secrétaires qui souhaiteront venir **découvrir la plateforme de déclaration des données du Rapport Social Unique**.

Une communication sur le détail de ces deux événements sera prochainement adressée aux communes.

Pôle Prestations RH, Emploi et Compétences
Coordinatrice à l'intégration et à la formation
des secrétaires de mairie itinérant(e)s
Tel : 05.55.30.08.71

QUINZAINE DE L'EMPLOI PUBLIC

Le Centre Départemental de Gestion de la Haute-Vienne vous informe qu'il participera à la Quinzaine de l'Emploi Public qui se déroulera du **02 au 12 avril 2024**.

A cette occasion, plusieurs événements seront organisés :

Un forum de l'emploi public

Le 09 avril 2024

De 9h00 à 17h00 - Lieu : CHEOPS
(ouvert à tout public)



Des structures des 3 versants de la Fonction publique vous invitent à venir découvrir leurs missions et leurs métiers.

Au programme :

- Des conférences thématiques sur les missions et métiers des 3 versants de la Fonction Publique.
- Des stands d'information des organismes publics présents.
- Des entretiens flashes avec des conseillers mobilité-carrière des 3 fonctions publiques (destinés uniquement aux fonctionnaires, sur inscription).

Une présentation des métiers de la Fonction Publique Territoriale et des modes d'accès :

sur 4 sites des Agences France Travail, à destination des demandeurs d'emploi (inscription auprès des agences).

- Agence de LIMOGES Ventadour : le 02 avril 2024 (14h00 à 16h00)
- Agence de SAINT YRIEIX LA PERCHE : le 05 avril 2024 (9h30-11h30)
- Agence de BELLAC : le 08 avril 2024 (14h00 à 16h00)
- Agence de SAINT JUNIEN : le 12 avril 2024 (9h30-11h30)

Pôle Prestations RH, Emploi et Compétences
Service emploi-mobilité
Tel : 05.55.30.08.65

**CDG 87 - 55, rue de l'Ancienne Ecole Normale d'Instituteurs - BP 339 -
87009 Limoges cedex / Tél : 05.55.30.08.40**